

DIGIT.EN.S

The Digital Encyclopedia of British Sociability in the Long Eighteenth Century

Diplomats in London (1660-1714)

JETTOT Stéphane



Mots-clés

Catholicism

Cosmopolitanism

Diplomacy

Elite

Politics

Violence

Résumé

Le renforcement de la puissance militaire et financière de l'Angleterre et du Royaume-Uni place la métropole londonienne au cœur des relations diplomatiques européennes. Par conséquent, la sociabilité des ambassadeurs et consuls auprès des monarques et du Parlement de Westminster s'est reconfigurée en profondeur. Les envoyés ont acquis un rôle inédit dans la sphère publique londonienne et déployé des formes de sociabilité à géométrie variable. Tantôt publiques, tantôt confidentielles, elles s'étendent au-delà de la cour et se ramifient dans le milieu parlementaire aussi bien que dans celui des élites urbaines et négociantes.

Le chevalier Charles d'Éon est un des rares diplomates français élevés à Londres au rang de célébrité. Secrétaire d'ambassade en 1762 à l'occasion de la négociation du traité de Paris, impliqué dans des négociations secrètes, le chevalier d'Éon suscite les plus folles rumeurs en décidant par la suite de s'habiller en femme et fait l'objet de nombreuses satires, notamment celle publiée en 1778. Il symbolise de manière exceptionnelle la figure à la fois publique et inaccessible de l'ambassadeur au point de brouiller les frontières du genre. En cela, il incarne les faux semblants de la sociabilité diplomatique qui, selon les circonstances, se déploie de manière confidentielle ou requiert le maximum de publicité. À l'époque moderne et contemporaine, les négociations sont conduites dans le cercle restreint de quelques initiés. Mais elles reposent aussi sur une large participation du public, témoin incontournable des parcours incessants dans la ville des cortèges de carrosses ou de voitures ou bien des cérémonies organisées à l'occasion des traités de paix ou des déclarations de guerre. En outre, elles génèrent une production constante d'imprimés et de nouvelles, consommés et commentés dans la plupart des lieux publics portant sur des sujets aussi variés que la personnalité des ambassadeurs, celle de leurs femmes.

Un autre paradoxe de cette sociabilité si particulière tient à la formation d'un corps étranger dans la ville qui se doit de cohabiter et de nouer des liens cruciaux avec la population locale. En effet, dès l'époque moderne, la cour des princes n'est pas le seul lieu de fréquentation des envoyés. Si la plupart des ambassadeurs extraordinaires, chargés de négocier et de signer les traités, peuvent ignorer la vie urbaine, les envoyés ordinaires et consuls, qui constituent la majorité du corps diplomatique européen, doivent fréquenter les négociants, les élites municipales et même les différentes instances confessionnelles. La langue, les origines nobiliaires d'une majorité de diplomates ainsi que leur train de vie sont autant d'obstacles à cette insertion.

Ainsi, il est bien difficile de caractériser la présence des diplomates dans les capitales européennes. Ils forment un groupe très limité, séjournant rarement plus de deux années dans une même ville et échappant aux réglementations municipales et nationales. Au-delà de ces considérations générales, la question de la sociabilité diplomatique doit être traitée à l'échelle d'une ville particulière et les études de cas ne manquent pas. Des capitales diplomatiques comme La Haye, Vienne, Berne, Paris, Madrid ont fait l'objet de nombreux travaux. Londres représente un cas particulier. Centre secondaire de la diplomatie en 1660, la capitale devient la plus grande ville européenne en termes de population, de ressources financières et s'élève au rang de gardienne de l'équilibre des forces sur le continent. En 1713, dans les négociations d'Utrecht, les Britanniques se sont imposés comme un acteur incontournable de la diplomatie européenne, de par la puissance de leur État militaro-fiscal et l'ingérence du Parlement de Westminster dans la prise de décision.¹ Au cœur des alliances dynastiques entre Stuarts, Bourbons et Hanovre, Londres accueille ainsi un nombre considérable de délégations. À la différence de Versailles où la vie diplomatique peut se dérouler à l'abri du grand public, les résidences royales sont dispersées dans toute la métropole, de Greenwich, Whitehall, en passant par Kew, Hampton Court ou Kensington. Les déplacements des monarques ne

peuvent échapper aux badauds, leurs carrosses se distinguent par leur armoiries et un cortège de soldats. Qu'il s'agisse des visites aux théâtres, dans les parcs ou au Parlement, la vie de la cour se trouve étroitement insérée dans le tissu urbain. En même temps, il existe des espaces confidentiels où se réunissent régulièrement diplomates, ministres et parlementaires. Sur l'ensemble de la période, imprimeurs et pamphlétaires londoniens se font l'écho de ces rencontres en leur prêtant souvent de sinistres présages. Les rumeurs incessantes autour des agissements de diplomates, en particulier catholiques, nourrissent elles-mêmes la sociabilité dans les *coffeehouses* mais aussi des mobilisations plus ou moins violentes. Il serait téméraire de traiter de cette question dans une seule notice encyclopédique, mais il est possible d'esquisser au moins trois thématiques principales.

Un quartier diplomatique introuvable

La première tourne autour des principaux lieux fréquentés à Londres par les ambassadeurs. Il convient de rappeler qu'il n'existe pas à proprement parler d'ambassade ni de quartier diplomatique. Il faut attendre le dix-neuvième siècle pour observer une sédentarisation du corps diplomatique, la création d'un secrétariat permanent et l'acquisition de vastes demeures aristocratiques autour de Hyde Park. Au siècle précédent, les envoyés sont souvent locataires de logements à proximité du Parlement et de Whitehall. Ils prennent leurs quartiers dans les nouveaux espaces urbains dans lesquels la *nobility* et la *gentry* ont fait construire leur résidence dès la Restauration.² Comme leurs propriétaires, pour la plupart des Lords ou des MPs, ils investissent les aménités de West-End, les places, les parcs et les palais de Westminster. Le long de la Strand, de la place de Leicester à la rue de Suffolk, séjournent les résidents suédois et brandebourgeois, à proximité du *coffeehouse*, le 'Cock Tavern' où se réunissent les membres du *Board of Trade*. Leicester House a été construite par la famille Sidney à partir de 1620 et devient le lieu de résidence de Colbert de Croissy en 1668 (un loyer de £450 par an) puis elle est louée à l'ambassadeur impérial sous le règne d'Anne et au Prince Eugène en 1712. Plus à l'ouest, à proximité de Whitehall et du Parc de Saint James aménagé sous la Restauration, la place et la rue St James accueillent les ambassadeurs de haut rang comme le Comte Tallard hébergé chez le comte d'Ormonde, le comte d'Hoffman à Park Place et où résident également les secrétaires d'État comme Joseph Williamson, Henry Sidney. L'accès à Whitehall reste aisé et informel. Dans les premières décennies, Charles II en particulier tolère un nombre important de visiteurs alors que George III revendique à partir des années 1770 une vie de famille plus exclusive.³ Les ambassadeurs extraordinaires, choisis dans la plus haute noblesse, sont considérés comme étant à mi-chemin entre la famille royale et la cour. Lords et ambassadeurs se reçoivent sur un pied d'égalité et entretiennent une sociabilité aristocratique commune, nourrie par l'expérience du Grand Tour et des grandes cours européennes. La commensalité apparaît aussi comme un des moyens privilégiés. C'est un devoir d'hospitalité auquel se plient les propriétaires des lieux, ainsi en 1700, le duc d'Ormonde, organise pour Tallard, son locataire de marque, plusieurs repas en compagnie des principaux Lords. L'un de ses prédécesseurs, Honoré Courtin, ambassadeur pour les années 1676-1677, prête au partage d'un repas des vertus accommodantes remarquables.

‘Vous ne pourriez croire combien cinq ou six bouteilles de vin envoyées à propos, peuvent servir à adoucir les esprits. Car au sortir du Parlement on va dîner les uns chez les autres, et c’est le temps où les cabales se font.’⁴

Consuls et envoyés ordinaires ne rencontrent que de manière exceptionnelle le monarque, lors de la présentation des lettres de créance et leurs interlocuteurs sont plutôt des ministres, des parlementaires et les représentants des compagnies de commerce dans la City.

Des relations houleuses avec la population locale

La perception de vie diplomatique par la population londonienne constitue aussi un sujet d’envergure. Comme clientèle privilégiée et raffinée, les envoyés sont considérés de manière positive par les marchands de la City à la différence des nombreux réfugiés huguenots ou des protestants du Palatinat. Cependant cette présence accrue de délégations réveille une xénophobie latente, en particulier à l’encontre des représentants catholiques. Dans la presse, les pamphlets et les témoignages oraux, il serait possible de constituer une anthologie considérable des tous les remarques désobligeantes adressées à l’encontre des envoyés français, portugais et espagnols. Nombre d’entre eux témoignent de l’hostilité qui leur est ouvertement exprimée. Le droit qu’ils ont de célébrer la messe dans la chapelle de leur ambassade ou leur agissement supposé auprès du roi suscite de vigoureuses protestations. Un des Parlements du *Commonwealth* a voté une loi interdisant l’accès des chapelles aux Anglais, mais ces dispositions sont abandonnées dès 1660.⁵ Les envoyés sont accusés d’accueillir et de protéger des missionnaires ou des comploteurs qui travaillent à saper les fondements de l’alliance entre la monarchie et l’Église anglicane, restaurée en 1660. Dans certaines circonstances, cette hostilité se mue en actes d’agression plus ou moins symboliques. Pendant la crise du *Popish Plot* et de la Glorieuse Révolution, nombre d’entre eux sont pris à partie par des groupes de protestants zélés. L’effigie de l’ambassadeur français est brûlée après avoir été exhibée dans la City. Loin de se limiter à l’affrontement de factions adverses à Westminster, la crise antipapiste impliqua des pans entiers de la société urbaine. À Londres, les 8 000 *liverymen* des principales corporations de métiers ainsi que les 20 000 électeurs du Court of Common Council, profondément divisés, se partagèrent à parts égales entre les sensibilités *whig* et *tory*.

Pendant la vacance du pouvoir en décembre 1688, des habitants ont mis à sac les chapelles et les résidences des ambassadeurs catholiques à l’exception de celle de l’ambassadeur français. Ces éruptions de violence dirigées à l’encontre des envoyés catholiques vont se répéter à intervalle régulier sur l’ensemble du dix-huitième siècle pour culminer avec les *Gordon Riots* de 1780. La violence est en elle-même une source puissante de sociabilité en ce qu’elle s’organise autour de rituels précis, d’un partage des rôles et des discours au sein de la ‘foule’

londonienne. Cette dernière, traitée avec mépris par les élites, désigne un groupe d'hommes grossiers, indisciplinés et dépourvus d'*agency*. En réalité, Tim Harris a démontré la richesse de ces rituels anticatholiques, qui associent la plupart des corporations de métiers et s'inscrivent dans un langage élaboré, accompagné de chansons et de toasts.

De nouvelles formes de sociabilité à surveiller

Pour autant, ces incidents diplomatiques et ces violences urbaines ne sauraient occulter l'essentiel, en l'occurrence l'intégration réussie des diplomates dans les diverses strates de la sociabilité londonienne. Parcourant les *coffeeshouses*, les galeries et les lobbies du Parlement ou simplement les rues et places, ils s'insèrent dans le quotidien des Londoniens. À la différence des ambassadeurs extraordinaires, les résidents et consuls bénéficient d'une plus grande liberté et de plus de discrétion dans la fréquentation des lieux publics à la proximité de la *City*. A la fin du dix-septième siècle, les envoyés les mieux informés sont deux Huguenots Jean Frédéric Bonnet et René de Saulnières L'Hermitage (1653-1729), représentant respectivement le Brandebourg et les Provinces-Unies. Leurs relations font preuve d'une remarquable précision, pour ce qui concerne les débats politiques dans la *City* et au Parlement.⁶ En outre, les diplomates parviennent peu à peu à faire inscrire dans les usages le principe d'immunité. Ils sollicitent la protection royale contre la *Common Law*, qui empiète sur leurs dettes ou leur droit de culte. La plupart de ces pétitions circulent dans le *Westminster Hall* dont l'accès est public et certaines d'entre elles sont communiquées aux députés dans le vestibule (lobby) de la Chambre des Communes par le biais de clercs complaisants.⁷ Dans la série SP 100/55, consacrée aux envoyés espagnols, on trouve un exemple significatif. Le mémoire de Pedro Don Ronquillo en mai 1691 concerne l'arrestation de son serviteur pour dette par les officiers de la ville de Londres. Il estime que la 'loi municipale' ne devait pas s'appliquer au personnel diplomatique qui était placé sous la protection du souverain et du 'droit des Gens' et il en appelle à la protection de la Reine Mary, considérée en l'absence de Guillaume III comme l'unique garante de son immunité.⁸

Les pétitions adressées directement aux parlementaires sur les questions commerciales sont aussi rendues nécessaires par la concurrence parallèle des compagnies de commerce anglaises qui s'organise pour exercer un puissant *lobbying*. À la fin du règne, l'envoyé espagnol entend placer les parlementaires en position d'arbitre dans le différend qui oppose Anglais et Espagnols sur la succession d'Espagne. Le marquis de Canales, pour faire connaître l'opposition de l'Espagne aux traités de partage de l'Empire signés par Louis XIV en Guillaume III en 1699 et en 1700, distribue un mémoire adressé aux seuls 'Seigneurs Régens, Parlement et le peuple d'Angleterre', qui appelle la nation anglaise à 'considérer les intérêts particuliers, commerce et traités, qu'elle a réciproquement avec le Roy et la Nation Espagnole.'⁹

Les autorités gouvernementales sont progressivement informées de ces initiatives informelles qui menacent l'autorité des ministres et mettent en place divers dispositifs de contrôle. À partir des années 1690, une série d'archives confirme la mise en place d'une surveillance

des fréquentations des envoyés. Le plus important de ces fonds est dénommé *The Office books of foreign correspondence* et regroupe pays par pays les diverses pétitions, mémoires que les envoyés européens ont adressés aux monarques, au Parlement ou à des administrations précises comme la *Navy* ou le *Board of Trade*.¹⁰ Un autre document d'importance est constitué par un recensement précis des lieux de résidence de chaque ambassadeur en 1698 par un sous-secrétaire d'État du nom de John Ellis.¹¹ En effet, il s'agit dans les deux cas de mieux cerner les activités des diplomates étrangers à Londres.

Ainsi, les diplomates s'organisent à Londres en groupes de pression actifs, disposant de traducteurs, de journalistes ou de mécènes. Cette adaptation entraîne en retour une surveillance croissante de leurs agissements par les secrétaires d'État, surveillance attestée par le recensement précis de leur lieu de résidence et par les divers comptes rendus sur leur déplacement. En croisant des sources administratives et des correspondances diplomatiques, il est possible d'envisager une meilleure connaissance de la sociabilité diplomatique à Londres. Renforcée dans les premières décennies de la Restauration, elle va s'intensifier et se diversifier au cours du dix-huitième siècle.

1. Jeremy Black, *Parliament and Foreign Policy in the Eighteenth Century* (Cambridge: Cambridge University Press, 2004); Stéphane Jettot, *Représenter le roi ou la nation? Les parlementaires dans la diplomatie anglaise, 1660-1702* (Paris : Presses Universitaires de la Sorbonne, 2012).
2. Portugal : Lewis Conta (Lincoln Inn field); Celle : Baron Shutz (St James Street); Provinces-Unies : Van den Hoog heer van Gueldermassen (Park Place); Brandebourg : Bonnet (Suffolk street); Savoie : Comte Masson (Duke Street); Empire : Hoffman (Park place); Suède : Lyoncrona (Leicesterfield); France : Tallard (St James square) John Ellis papers, BL Add. Ms. 28 944, fol. 367-368.
3. Brian Weiser, *Charles II and the Politics of Access* (Woodbridge: The Boydell Press, 2003).
4. Jean-Jules Jusserand, *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France [...], Angleterre, tome deuxième 1666-1690* (Paris : E. de Boccard, 1929), p. 203.
5. 'It shall not be Lawfull for any subject of this Commonwealth (other than the House-hold Servants that shall come over with any ambassador or agent) at any time to be present at Mass, at the House of any such ambassador or agent', Charles H. Firth and Robert S. Rait (eds.), *Acts and Ordinances of the Interregnum, 1642-1660*, 3 vols. (London: H.M. Stationery Office, Printed by Wyman and Sons, Ltd, 1911), II, p. 1180.
6. L'Hermitage correspondance, BL. Add. Ms 17677 ; Jean Frédéric's letters, BL Add. Ms 30 000.
7. Sur l'accès du public à Westminster, on consultera : Chris R. Kyle, 'Public space, private affairs: committees, petitions and lobbies in the early modern English parliament', in Chris R. Kyle and Jason Peacey (dirs.), *Parliamentary Committees, Political Power and Public Access in Early Modern England* (Rochester, N.Y.: The Boydell Press, 2002), p. 169-78.
8. Mémoire de Ronquillo au secrétaire d'État, le 7 mai 1691. TNA, SP 100/55/141.
9. Le 29 septembre 1699, BL Add. Ms 34 514, fol.221.
10. Ces archives furent regroupées aux archives nationales de Kew sous la cote, TNA, SP 100 et s'organisent selon les pays de la manière suivante : SP 100/1 Danemark ; /10 Empire ; /21 Hollande ; /29 Italie ; /55 Espagne. Louise Atherton, *Never Complain, Never Explain: Records of the Foreign Office and State Paper Office, 1500-c.1960* (Public Record Office readers' guide, 7, London, 1994).
11. John Ellis papers, B.L. Add. Ms. 28 944, fol.367-368.

JETTOT Stéphane, "Diplomats in London (1660-1714)", Encyclopédie numérique de la sociabilité britannique au cours du long dix-huitième siècle [en ligne], ISSN 2803-2845, Consulté le 04/05/2024, URL: <https://www.digitens.org/fr/notices/diplomats-london-1660-1714.html>

Références complémentaires

Badel, Laurence, 'De la capitale au forum. Fonctions, usages, hiérarchies de la capitalité diplomatique (XIX^e-XXI^e siècle)', *Revue historique* (vol. 703, n° 3, 2022), p. 625-62.

Bély, Lucien, *Espions et ambassadeurs au temps de Louis XIV* (Paris : Fayard, 1990).

Daum, Andreas W., and Mauch, Christof (eds.), *Berlin – Washington, 1800-2000: Capital Cities, Cultural Representation, and National Identities* (Cambridge: Cambridge University Press, 2005).

Fantoni, Marcello, Gorse, George, and Smuts, R. Malcolm (eds.), *The Politics of Space: European Courts ca. 1500–1750* (Rome: Bulzoni, 2009).

Knights, Mark, *Representation and Misrepresentation in Later Stuart Britain: Partisanship and Political Culture* (Oxford: Oxford University Press, 2005).

Harris, Tim, *London Crowds in the Reign of Charles II: Propaganda and Politics from the Restoration Until the Exclusion Crisis* (Cambridge: Cambridge University Press, 1987).

Praxmarer, Lukas, 'Diplomats vs. Locals: The Local Perspective in Bern's Diplomatic Quarter', *European Review of International Studies* (vol. 9, n° 1, 2022), p. 83-109.

Windler, Christian (ed.), *Kongressorte der Frühen Neuzeit im europäischen Vergleich. Der Friede von Baden (1714)* (Köln, Weimar, Wien: Böhlau Verlag, 2016).

[What a Minister ought to do upon his Arrival in a Foreign Court \(1738\)](#)